

**L'investissement à impact pour soutenir l'accès à l'eau pour les communautés locales : une étude de cas dans le sillon de Elinor Ostrom.**

**Community access to drinking water supported by impact investing: a case study inspired by Elinor Ostrom.**

**VINCIGUERRA Tebaldo<sup>1</sup>**

<sup>1</sup>Université LUMSA (Rome, Italie) t.vinciguerra@lumsa.it

*Reçu le : 30/05/2024*

*Accepté le : 08/06/2024*

*Publié le : 06/07/2024*

**Résumé:**

Plusieurs études ont montré la pertinence des communautés auto-organisées pour gérer leur approvisionnement en eau potable, notamment là où l'Etat est peu présent et où les infrastructures sont inadéquates (un problème qui se pose dans les zones pauvres de plusieurs continents dont l'Afrique). Cette recherche s'intéresse à l'initiative Azure mise en œuvre en Amérique centrale afin de soutenir des communautés à travers de l'assistance technique et des capitaux (investissement à impact). Azure est analysée à la lumière des travaux de Elinor Ostrom sur le gestion des ressources communes. D'une part, Azure semble en mesure de répondre aux besoins de capitaux – qui font souvent cruellement défaut aux communautés locales – tout en reliant le niveau local à celui de la finance internationale. D'autre part, la dimension institutionnelle ne semble pas adéquatement valorisée dans les indicateurs de performance d'Azure, ce qui constitue une carence majeure par rapport aux recommandations de Ostrom.

**Mots-clés:** Gestion communautaire de l'eau ; Ressources communes ; Azure ; Biens communs ; Gouvernance de l'eau ; Investissement à impact

**Jel Classification Codes:** D60, D63, D64, G5, K38, L95, Q25, H81

Corresponding author: Tebaldo Vinciguerra, e-mail: [t.vinciguerra@lumsa.it](mailto:t.vinciguerra@lumsa.it).

**Abstract:**

Several studies have shown the relevance of self-organized communities in managing their drinking water supply, particularly where the state has little presence and infrastructure is inadequate (a concern which applies to poor areas in many continents including Africa). This research focuses on the Azure initiative implemented in Central America to support communities through technical assistance and capital (impact investment). Azure is analyzed in the light of Elinor Ostrom's work on the management of common-pool resources. On the one hand, Azure seems to be able to meet the need for capital - which is often sorely lacking in local communities - while linking the local level to the level of international finance. On the other hand, the institutional dimension does not seem to be adequately valued in Azure's performance indicators, which is a major shortcoming in relation to Ostrom's recommendations.

**Keywords:** Community Water management; Common-pool resources; Azure; Commons; Water governance; Impact investing.

**Jel Classification Codes:** D60, D63, D64, G5, K38, L95, Q25, H81

## 1. Introduction

### 1.1 L'accès à l'eau potable

L'accès universel à une quantité adéquate d'eau potable (EP) représente un des principaux chantiers pour la communauté internationale et pour de nombreux gouvernements. Le sixième objectif de développement durable (ODD) adopté par l'Organisation des Nations Unies (ONU) porte précisément sur cet accès universel. Néanmoins, les Nations Unies (2023, p. 17) tirent la sonnette d'alarme : nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre cet ODD d'ici 2030 car les progrès sont lents. Des difficultés de toutes sortes s'entremêlent selon les contextes : tarissement des ressources hydriques à cause de changement climatique et plus généralement des conditions environnementales locales ou bien à cause de la surexploitation des aquifères ; niveau de pollution de l'eau dépassant les capacités de filtration et de purification que peut mettre en œuvre la population d'une zone donnée ; incapacité de planifier et d'administrer les travaux nécessaires à la distribution de l'eau de la part des Etats et/ou des administrations locales ; perturbations politiques voire conflits entraînant le déplacement de population vers des endroits ne disposant pas de ressources et d'infrastructures garantissant l'accès à l'EP ou bien entraînant la destruction de ces infrastructures (Panel

mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, 2017, pp. 11–14) ; coût élevé de l'accès à l'eau, qu'il s'agisse d'étendre et d'entretenir les tuyaux d'un réseau de distribution, de payer une fourniture d'EP, ou bien de réaliser son propre forage et de s'assurer de la bonne qualité de l'eau. En d'autres paroles, l'EP coûte cher et ce même si l'on n'a pas de facture à régler ; il est d'ailleurs communément admis – cela a été depuis longtemps souligné aussi par les Nations Unies (UNDP, 2006, p. 51) – que les segments les plus pauvres de la population payent particulièrement cher l'eau potable (en termes absolus et en pourcentage de leur capacités financières). Les questions économiques sont depuis des années tout particulièrement sous les réflecteurs. Les Nations Unies, les institutions financières internationales (World Bank et al., 2015) ainsi que plusieurs organisations travaillant dans ce domaine ont massivement fait appel à davantage de capitaux, à une priorisation de ces questions, à des mécanismes de financement novateurs : « le développement du secteur financier est primordial » explique l'OCDE (2019, Chap. 2)

## 1.2 Le rôle des communautés locales

De nombreux articles théoriques et études de cas ont analysé le rôle de communautés (par exemple une coopérative d'agriculteurs, une tribu indigène, quelques maisons dispersés dans une zone rurale ou un village isolé) dans la résolution des problèmes liés à l'eau, notamment lorsque l'Etat n'est pas disposé à intervenir, ou au contraire disposé à coopérer avec les communautés locales auxquelles la gestion de l'eau a été formellement déléguée dans un contexte de décentralisation. Plusieurs chercheurs et représentants de la société civile ont acclamé l'efficacité de ces communautés locales en soulignant par exemple : qu'elles bénéficient de liens de confiance mutuelle en leur sein (Distaso & Ciervo, 2011) et sont en mesure de s'auto-responsabiliser (Hope, 2015, p. 665) et de s'auto-organiser efficacement pour gérer leur accès à l'eau, mieux du moins que ce que ferait un opérateur extérieur ne connaissant pas les spécificités locales ; qu'elles ont une façon de gérer l'eau correspondant à la nature de l'eau comme bien commun, donc préférable à l'intervention d'un opérateur privé (Barbier et al., 2019) ; qu'elles sont particulièrement légitimes là où l'Etat est absent.

D'autres études ont au contraire constaté que les points d'eau gérée par des communautés en Afrique sont bien souvent hors service (jusqu'à 60% des cas dans certaines zones !) et que cela semble être dû principalement au manque de ressources économiques pour l'entretien desdits points d'eau et non pas tellement au manque de coordination et d'organisation interne à chaque communauté (Whaley et al., 2019). La réforme de la gestion des forages en milieu rural au Sénégal, par ailleurs, est habituellement présentée comme une contribution à la

« professionnalisation de la gestion des ouvrages hydrauliques » (*Hydraulique Rurale : La Réforme Expliquée Aux Acteurs de Thillé Boubacar*, 2024) des associations des usagers des forages (ASUFOR). Les défis auxquels font face les communautés locales sont considérables (Roekmi et al., 2018, p. 109) et il ne faut pas mettre ces communautés sur un piédestal au point de croire qu'elles puissent faire face à tous les défis hydriques, dans tous les cas, et sans jamais recevoir d'aide ni revoir leur fonctionnement (Kyessi, 2005, pp. 16–19). Parmi les principaux défis, énumérons les suivants : l'informalité (Hernandez et al., 2023) du moins dans bien des cas ; l'approvisionnement *fiable* (quantité et régularité) et *abordable* (soutenabilité économique, capacité d'assurer l'entretien) en eau pour l'irrigation ou en EP pour la consommation domestique. Qui plus est, le recouvrement des coûts dans des zones pauvres, rurales et peu peuplées est particulièrement difficile (Diakité & Thomas, 2013, p. 101; Waterpreneurs, 2018), cela vaut aussi pour l'approvisionnement en pièces de rechange (World Bank Group, 2017) et en équipement de contrôle des niveaux des réserves d'eau souterraines dont les communautés locales dépendent (Oxfam, 2009).

### 1.3 La contribution d'Elinor Ostrom

La première femme à recevoir prix Nobel en économie, Elinor Ostrom, a consacré des années à l'étude de la manière dont les communautés locales s'organisent (et à la façon dont cette organisation évolue) afin de gérer de façon consensuelle et durable des ressources communes. Par exemple, elle a étudié les institutions et les procédures suivies par certaines communautés pour gérer des parcelles de forêt, des zones de pêche ou des systèmes d'irrigation (Holland & Sene, 2010, p. 446; Ostrom, 2021). Si elle a travaillé à partir du concept *common-pool resources*, c'est avec le concept *commons* que son travail est devenu célèbre. *Commons* peut se traduire en français par biens communs (si nous adoptons une approche économique, ce qui sera le cas dans la présente étude) ou biens domaniaux (si nous adoptons une approche juridique ancrée dans l'histoire anglaise (Mattei, 2011)). Écrivant des années après le fameux article de Hardin (1968) consacré à la tragédie des *commons* (tragédie inévitable d'après Hardin), Ostrom montre que ces ressources communes – si elles sont convenablement gérées donc à certaines conditions – peuvent échapper à cette tragédie. Alors qu'Hardin ne concevait qu'une seule façon de 'sauver' ces ressources de l'épuisement ou de la pollution, à savoir le lotissement et la privatisation. Le conception des *commons* chez Hardin équivaut à accès libre (par absence de règles ou par incapacité de faire respecter les règles) alors qu'Ostrom introduit une distinction entre le fait que la ressource soit commune (de par sa nature), d'une part, et le fait qu'elle soit ou non gérée en commun, d'autre part. Comme certains auteurs ont pu clarifier (Frischmann et al., 2019) il convient de ne pas confondre la ressource et la façon dont elle est gouvernée. En d'autres mots, des

ressources communes peuvent-être gérées comme des *commons* (notamment suivant les préceptes d'Ostrom) ou non (Botton et al., 2017). Les travaux d'Ostrom ont eu beaucoup de retentissement (Leyronas et al., 2020), et ont été utilisés pour promouvoir le rôle des communautés locales dans la gestion des ressources naturelles (Whaley et al., 2019, p. 3).

L'initiative Azure qui a démarré en Amérique centrale mise sur l'efficacité des communautés locales pour leur approvisionnement en EP (et dans certains cas pour l'assainissement aussi). Azure a pris acte du fait que ces communautés ont souvent besoin de devenir davantage professionnelles (savoir-faire lié à l'ingénierie hydraulique, comptabilité, fixation des tarifs,...), de mieux collaborer avec l'administration, et d'accéder à des financements. Azure est une tentative de combler le fossé entre les communautés locales et la finance internationale par le biais de l'investissement à impact.

Il convient de souligner que les communautés locales ont créé la grande majorité (235 sur 338) fournisseurs de services d'eau (abréviation WSP pour le terme anglais *Water service providers*) qui reçoivent l'AT d'Azure (les autres WSP sont par exemple des émanations des mairies ou des opérateurs privés). Ces organisations communautaires sont souvent appelées Associations de développement communautaire (ADESCOS) ou *juntas* (CRS, 2021).

#### 1.4 Méthodologie

Cela dit, il est pertinent d'analyser le travail d'Azure avec les communautés locales à la lumière des recommandations de Elinor Ostrom c'est-à-dire ses « huit principes permettant un fonctionnement pérenne » (Leyronas et al., 2020, p. 5) de la gestion communautaire des ressources naturelles partagées. Ces principes sont décrits dans son essai magistral *Governing the commons*). Cela permettra d'en tirer des conclusions pertinentes concernant l'accès à l'EP. Afin d'analyser Azure, je me suis appuyé aussi bien sur des documents publics que sur un entretien avec certains de ses responsables (en 2023).

## 2. Azure

### 2.1. Présentation

Azure est une entreprise sociale qui mobilise des capitaux (investissement à impact) et fournit des services techniques afin d'améliorer et étendre les services d'eau pour des populations pauvres (Devex, n.d.), dans les zones rurales et périurbaines d'Amérique centrale. Azure a été lancé par Catholic Relief Services (CRS) au Salvador, puis au Honduras, au Guatemala et au Nicaragua (CRS, 2022). Sur les 338 WSP ayant reçu une assistance technique (AT) grâce à Azure, 254 se trouvaient au Salvador, 63 au Honduras, 15 au Guatemala et 6 au Nicaragua (données vérifiées en décembre 2023).

Azure se compose de deux volets : Azure Technical Services et Azure Source Capital (ASC). Cette dernière, une société à responsabilité limitée, est un fonds d'investissement à impact créé par Catholic Relief Services (CRS) et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Cette initiative a déjà été analysée par des auteurs s'étant concentrés sur son financement (Hornberger, 2023; Tkachenko & Mansour, 2021). A ma connaissance, c'est la première fois que cette initiative est étudiée sous l'angle de sa dimension communautaire.

## 2.2 Développement

En 2014, s'appuyant sur un premier projet pilote mené par la BID au Salvador, CRS cherche à démontrer que des capitaux empruntés peuvent être déployés avec succès auprès des WSP à une plus grande échelle (Walters, 2018).

En 2015/2016, les institutions financières locales (telles que les banques et les coopératives de crédit) ont déboursé des prêts aux WSP. Un nombre croissant de WSP demandent de l'AT et un accès au financement pour améliorer et développer les services d'eau (et dans certains cas d'assainissement) qu'ils offrent. Après le succès de ces premiers prêts, les institutions financières locales susmentionnées expriment leur souhait de prêter des capitaux à davantage de WSP, mais pour ce faire elles ont-elles-mêmes besoin de capitaux supplémentaires (Pories et al., 2019).

Depuis 2017, les performances des WSP participant à l'initiative Azure font l'objet d'un suivi. Leurs performances sont périodiquement examinées en fonction de 12 indicateurs de performance (IP). L'objectif d'Azure est d'aider les WSP à progresser sur une échelle (chaque niveau ou pallier est désigné par une lettre) afin d'atteindre progressivement des niveaux de service plus élevés. C'est ainsi qu'Azure présente son impact aux bailleurs auxquels il faut rendre des comptes. En effet, comme l'explique l'OCDE, ce type de financement a pour but explicite d'obtenir « un retour sur investissement mesurable sur le plan social, environnemental et/ou financier » (OCDE, 2019, p. 371). Concrètement : certains bailleurs acceptent d'être remboursés avec un taux d'intérêt relativement bas uniquement si certains objectifs sociaux ou environnementaux sont atteints.

En 2018, CRS et la BID établissent ASC qui à son tour établit un fond fiduciaire au Salvador - FideAgua - qui administre localement les fonds d'investissement à impact. ASC fonctionne comme une entité de financement mixte (*blended finance*), en tirant parti de l'aide publique au développement pour attirer les investisseurs privés. Cette utilisation du capital permet aux WSP de pallier à leurs carences de financement avec des capitaux abordables (Total Impact Capital, n.d.). Les capitaux d'emprunt sont levés auprès d'investisseurs à impact social afin d'être mis à disposition des institutions financières locales qui, à leur tour, prêtent ces sommes aux taux de marché aux WSP.

L'AT couvre à la fois les questions opérationnelles (exploitation et maintenance des réseaux) et administratives (comptabilité, mesure de la consommation d'eau et fixation des tarifs). Cette assistance est généralement offerte gratuitement aux opérateurs et est financée par la recherche de subventions et de donations menée CRS.

En mai 2023, ASC a annoncé, qu'après de nouveaux emprunts pour un total de 2,4 millions de dollars (*senior debt*), le total de ses engagements pour financer les améliorations dans le domaine de l'eau atteignait 12,2 millions de dollars (Total Impact Capital, 2023).

### 3. Résultats et discussion

Il s'agit maintenant d'analyser Azure à la lumière des principes d'Ostrom.

**Tableau 1.** Azure et les principes de Elinor Ostrom

<b>Les principes d'Ostrom appliqués à l'eau</b>	<b>Le travail de Azure</b>	<b>Les indicateurs de performance de Azure</b>
1-Les droits d'accès doivent être clairement définis : les individus ou les ménages qui ont le droit de prélever ou de consommer de l'eau doivent être clairement définis, de même que les limites de la réserve commune d'eau. Cet aspect est fondamental pour la durabilité des ressources en eau.	Azure encourage l'utilisation de compteurs. L'initiative accompagne les WSP dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de protection et de conservation de l'environnement. Une bonne connaissance des ressources hydriques locales aider les la communauté à élaborer de meilleures stratégies.	-Nombre de compteurs installés par les WSP (aussi bien des compteurs macro dans des endroits cruciaux des réseaux que des compteur installés dans les maisons). -Nombre de WSP ayant adopté et mis en œuvre des plans de protection environnementale.
2-Les avantages doivent être proportionnels aux coûts assumés	FideAgua comble une lacune sur le marché financier local principalement par ses plus petits prêts (allant de 50 000 à 100 000 USD). Sur le terrain, la situation	-Pourcentage de la population ayant accès à l'EP à la maison -Continuité de la fourniture d'eau (nombre d'heures par jour) -Qualité physique-

	<p>s'améliore dans de nombreux cas et dans l'ensemble les prêts sont remboursés, ce qui prouve que le modèle fonctionne.</p>	<p>chimique de l'EP (fréquence des analyses et résultats des analyses)          -Qualité microbiologique de l'EP (fréquence des analyses et résultats des analyses)          -Désinfection de l'EP (fréquence de la désinfection, fréquence des analyses et résultats des analyses)          -Soutenabilité économique (capacité de faire face aux couts d'entretien et si besoin est d'agrandissement des réseaux)          -Nombre de maisons disposant d'une bonne façon d'évacuer les eaux sales          -Nombre de maisons disposant d'une latrine adéquate selon les standards officiellement en vigueur dans la zone</p>
<p>3-Des procédures permettant des choix collectifs : Veiller à ce que la plupart des personnes concernées par les règles opérationnelles concernant l'eau puissent participer à leur modification.</p>	<p>Les <i>juntas</i> sont un moyen de faire des choix collectifs et de les appliquer. Les WSP communautaires définissent leurs tarifs par le biais d'une approche participative impliquant les assemblées, et l'on peut donc supposer que cela permet de garantir l'accessibilité financière et que la communauté</p>	<p>-Nombre des comités de pilotage incluant des femmes          -Nombre de WSP ayant adopté une politique d'égalité entre les genres</p>



	<p>sait comment traiter la situation de ses membres les plus pauvres.</p> <p>Le personnel d'Azure partage les résultats de ses diagnostics et de son suivi avec les dirigeants de la communauté, afin que chaque communauté puisse prendre des décisions en connaissance de cause.</p>	
4-Des règles de surveillance doivent exister. Les surveillants rendent des comptes à toute la communauté.	L'AT inclut les questions de comptabilité et de contrôle des réseaux. La surveillance est une des questions qui dépendent essentiellement des décisions des <i>juntas</i> et des moyens à leur disposition.	Aspect non pris en considération par les IP d'Azure. Cela dit, arriver à évaluer si oui ou non la surveillance de tel ou tel paramètre est mise en œuvre (par exemple les efforts pour débusquer d'éventuels branchements illégaux au réseau ou la vérification de l'intégrité des compteurs) est théoriquement possible et serait pertinent à la lumière des travaux d'Ostrom.
5-Des sanctions graduelles et différenciées doivent être appliquées selon les cas.	Les sanctions sont une des questions qui dépendent essentiellement des décisions des <i>juntas</i> .	Aspect non pris en considération par les IP d'Azure. On voit difficilement comment cela pourrait être évalué.
6-Des mécanismes de résolution des conflits doivent être institués. Ces mécanismes doivent être faciles à saisir et avoir un fonctionnement peu	Ces mécanismes de résolution des conflits sont une des questions qui dépendent essentiellement des décisions des <i>juntas</i> et	Aspect non pris en considération par les IP d'Azure. Cela dit, arriver à évaluer si oui ou non de tels mécanismes existent et en combien de temps

onéreux.	des moyens à leur disposition.	ils peuvent émettre un verdict après avoir été saisis est théoriquement possible et serait pertinent à la lumière des travaux d'Ostrom.
7-L'Etat doit reconnaître l'organisation de la communauté. Les diverses autorités gouvernementales ne remettent pas en cause le droit de la communauté à utiliser l'eau ni à s'organiser.	Une loi sur l'eau, la <i>Ley General de Recursos Hídricos</i> , est récemment entrée en vigueur au Salvador. CRS collabore avec la nouvelle Autorité de l'eau établie par la loi. Les WSP sont soutenus par l'AT d'Azure afin de s'inscrire dans le nouveau registre national. Dans le passé, la plupart des WSP étaient totalement informels.	Aspect non pris en considération par les IP d'Azure. Cela dit, arriver à évaluer à quel point tel WSP est en règle (avec l'administration, avec ses statuts, avec son droit d'accéder à la source d'eau) est théoriquement possible et serait pertinent à la lumière des travaux d'Ostrom.
8-L'ensemble du système est organisé à plusieurs niveaux, du plus bas au plus élevé.	Le montage financier d'Azure permet de mettre (certes indirectement) en contact les échelons locaux (WSP) avec ceux de la finance internationale en passant par des institutions locales et nationales. Le fonctionnement d'une <i>junta</i> dépend de son organisation interne.	Aspect non pris en considération par les IP d'Azure. On voit difficilement comment cela pourrait être évalué.

Plusieurs sources ont été utilisées pour remplir ce tableau (CRS, 2021; Holland & Sene, 2010, p. 446; Ostrom, 2021; Pories et al., 2019; Tkachenko & Mansour, 2021, p. 36; Total Impact Capital, n.d.).

De nombreux WSP ont bénéficié uniquement de l'AT ; très peu de WSP ont reçu à la fois un soutien financier et l'AT. Jusqu'en décembre 2023, 30 prêts ont été décaissés, soutenant 20 WSP. Ces 20 WSP représentent des réseaux de petite

taille, principalement basés au Salvador (seuls quelques-uns se trouvent au Honduras) et qui fournissent des services à des communautés comptant chacune entre 300 et 1500 maisons.

Azure arrive à évaluer et à communiquer les progrès des WSP dans les domaines de la continuité de la fourniture d'EP, de la protection de l'environnement, du pourcentage de la population disposant d'EP, de la qualité de l'eau, de l'égalité entre les genres.

Cependant, aucun indicateur n'a été adopté pour les sujets strictement institutionnels (degré de formalisation de l'opérateur communautaire, qualité des liens avec l'administration et ainsi de suite), si ce n'est les questions d'égalité des genres. Si l'on s'en tient à Elinor Ostrom, les institutions (leur capacité à fonctionner et s'adapter, leur reconnaissance par les niveaux supérieurs de l'administration) sont pourtant un aspect fondamental de la bonne gestion des ressources naturelles.

#### 4. Conclusion

L'initiative Azure contribue à l'accès universel à l'EP en renforçant par des prêts et de l'AT des opérateurs qui fournissent de l'EP et dans certains cas des services d'assainissement. Cette double aide – apport de capitaux et accompagnement dans plusieurs sujets techniques – semble très importante pour les communautés locales d'Amérique centrale qui sont, dans la majorité de cas, à l'origine de ces WSP.

Ayant misé sur les investissements à impact et la *blended finance*, Azure s'inscrit dans la mouvance actuelle qui insiste sur la diversification des sources de financement, à l'heure où les Etats semblent avoir fait tout leur possible et où l'aide au développement venant des nations les plus riches (dont certains sont accaparées par des soucis militaires) stagne. Azure arrive en effet à raccorder le niveau local avec celui de la finance internationale (la BID), c'est une façon de mettre en œuvre l'adjectif *glocal* (Ovink et al., 2023) qui a résonné pendant la Conférence de l'ONU sur l'eau qui a eu lieu en mars 2023. En quelque sorte, Azure a trouvé une niche, qui n'est en compétition ni avec les Etats et les grands réseaux urbains qui petit-à-petit s'étendent, ni avec les programmes humanitaires qui fournissent de l'eau et installent des équipements gratuitement là où les personnes sont trop pauvres et/ou trop désorganisées pour envisager de demander un prêt et à majeure raison pour établir un WSP.

Grace à ses 12 IP et à des critères mesurables, Azure arrive à démontrer que l'impact attendu est bien là (ou pas selon les cas) : le pourcentage de la population raccordée au réseau, la disponibilité de l'EP pendant la journée, et la qualité de

l'eau (conformité aux normes de qualité microbiologique et aux normes de qualité physico-chimique). En encore : le déploiement des compteurs, le nombre de WSP disposant d'un plan de protection de l'environnement et le nombre de ceux qui sont capables de faire face aux coûts d'entretien et de réparation. Ce sont là des indicateurs importants pour les sujets hydriques et il a été observé que l'initiative présente un grand potentiel pour s'étendre et être reproduite ailleurs (Total Impact Capital, n.d.).

L'absence d'IP concernant la dimension institutionnelle apparaît comme une grande faiblesse si l'on considère l'enseignement de Elinor Ostrom et son influence. Il est donc souhaitable, d'une part, que d'autres recherches s'intéressent aux IP des initiatives d'investissement à impact concernant l'EP dans des zones pauvres, notamment en suivant sur le long terme les résultats de ces initiatives. D'autre part, il semble fondamental d'arriver à proposer et adopter des IP qui reflètent la dimension institutionnelle des WSP.

## 5. Bibliographie

- Barbier, R., Barraqué, B., & Tindon, C. (2019). Développement durable et territoires, Vol. 10, n°1 | Avril 2019. *Développement durable et territoires*, 10(1).
- Botton, S., Hardy, S., & Poupeau, F. (2017). *Water from the Heights, Water from the Grassroots: The Governance of Common dynamics and Public Services in La Paz-El Alto*.
- CRS. (2021, August). *Asistencia técnica y acceso a financiamiento para la sostenibilidad de Juntas de Agua y pequeños Operadores Municipales*. World Water Week, Stockholm.
- CRS. (2022, March 20). *Azure*. CRS. <https://ics.crs.org/project/azure>
- Devex. (n.d.). *Azure S.A. / Devex*. Devex.Com. Retrieved February 24, 2024, from <https://www.devex.com/organizations/azure-s-a-130224>
- Diakité, D., & Thomas, A. (2013). Structure des coûts d'alimentation en eau potable: Une analyse sur un panel d'unités de production ivoiriennes: *Recherches économiques de Louvain*, Vol. 79(1), 83–114. <https://doi.org/10.3917/rel.791.0083>
- Distaso, A., & Ciervo, M. (2011). Water and common goods: Community management as a possible alternative to the public-private model. *Rivista Internazionale Di Scienze Sociali*, 143–166.

- Frischmann, B. M., Marciano, A., & Ramello, G. B. (2019). Retrospectives: Tragedy of the Commons after 50 Years. *The Journal of Economic Perspectives*, 33(4), 211–228.
- Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. *Science*, 162(3859), 1243–1248.
- Hernandez, B., Manuel-Navarrete, D., Lerner, A. M., & Siqueiros, J. M. (2023). Making Informal Water Distribution Work: Collective Agency and Self-Organization in Informal Areas of Xochimilco, Mexico City. *International Journal of the Commons*, 17(1), 54–68. <https://doi.org/10.5334/ijc.1209>
- Holland, G., & Sene, O. (2010). Elinor Ostrom et la Gouvernance Economique: *Revue d'économie politique*, Vol. 120(3), 441–452. <https://doi.org/10.3917/redp.203.0441>
- Hope, R. (2015). Is community water management the community's choice? Implications for water and development policy in Africa. *Water Policy*, 17(4), 664–678. <https://doi.org/10.2166/wp.2014.170>
- Hornberger, K. (2023). Scaling Blended Finance Effectively. In K. Hornberger, *Scaling Impact* (pp. 149–165). Springer International Publishing. [https://doi.org/10.1007/978-3-031-22614-4\\_12](https://doi.org/10.1007/978-3-031-22614-4_12)
- Hydraulique rurale: La réforme expliquée aux acteurs de Thillé Boubacar*. (2024, January 8). OFFICE DES FORAGES RURAUX (OFOR). <https://www.forages-ruraux.sn/actualites-ofor/hydraulique-rurale-la-reforme-expliquee-aux-acteurs-de-thille-boubacar>
- Kyessi, A. G. (2005). Community-based urban water management in fringe neighbourhoods: The case of Dar es Salaam, Tanzania. *Habitat International*, 29(1), 1–25. [https://doi.org/10.1016/S0197-3975\(03\)00059-6](https://doi.org/10.1016/S0197-3975(03)00059-6)
- Leyronas, S., Montginoul, M., Loubier, S., Maurel, F., & Rojat, D. (2020). *La gestion des ressources en eau souterraine: Six situations du bassin méditerranéen analysées sous l'angle de l'économie néo-institutionnelle et de la théorie des contrats*. 152, 82.
- Mattei, U. (2011). *Beni comuni: Un manifesto* (1. ed). Laterza.
- Nations Unies. (2023). *Blueprint for Acceleration: Sustainable Development Goal 6 Synthesis Report on Water and Sanitation 2023*. [https://www.unwater.org/sites/default/files/2023-08/UN-Water\\_SDG6\\_SynthesisReport\\_2023.pdf](https://www.unwater.org/sites/default/files/2023-08/UN-Water_SDG6_SynthesisReport_2023.pdf)
- OCDE. (2019). *Perspectives mondiales du financement du développement durable 2019: L'heure est venue de relever le défi*. OECD. <https://doi.org/10.1787/eee36eb1-fr>
- Ostrom, E. (2021 - première édition 1990). *Governing the Commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.

- Ovink, H., Rahimzoda, S., Cullman, J., & Imperiale, A. (2023). The UN 2023 Water Conference and pathways towards sustainability transformation for a water-secure world. *Nature Water*, 1. <https://doi.org/10.1038/s44221-023-00052-1>
- Oxfam. (2009). *Introduction to Community-Based Water Resource Management: A Learning Companion*.
- Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix. (2017). *Une question de survie*.
- Pories, L., Fonseca, C., & Delmon, V. (2019). Mobilising Finance for WASH: Getting the Foundations Right. *Water*, 11(11), 22. <https://doi.org/10.3390/w11112425>
- Roekmi, R. A. K., Baskaran, K., & Chua, L. H. (2018). Community- based water supplies in Cikarang, Indonesia: Are they sustainable? *Natural Resources Forum*, 42(2), 108–122. <https://doi.org/10.1111/1477-8947.12146>
- Tkachenko, O., & Mansour, G. (2021). *Case study assessment: Blended finance in Water, Sanitation and Hygiene (WASH) – Lessons for Development Partners*. International WaterCentre, Griffith University.
- Total Impact Capital. (n.d.). *Azure Case Study*. Total Impact Capital. Retrieved February 24, 2024, from <https://www.totalimpactcapital.com/azure>
- Total Impact Capital. (2023, May 18). Azure Source Capital Closes on an Additional \$2.4 million in Funding to Scale Water Service Providers in Latin America. *LinkedIn*. <https://www.linkedin.com/pulse/azure-source-capital-closes-additional-24-million-funding>
- UNDP (Ed.). (2006). *Beyond scarcity: Power, poverty and the global water crisis*. UNDP.
- Walters, S. (2018, July 10). *CRS and IDB/MIF Announce Partnership on Azure Blended Finance Facility* [Text]. CRS. <https://www.crs.org/media-center/news-release/crs-and-idbmif-announce-partnership-azure-blended-finance-facility>
- Waterpreneurs. (2018). *Impact investing for water. Innovative finance for scaling-up. "Water, Sanitation and Hygiene" (WASH) market-based solutions. A review of the needs and opportunities [White paper]*. [https://docs.wixstatic.com/ugd/2c9167\\_b0967ace4d414079a30da4c46e6013da.pdf](https://docs.wixstatic.com/ugd/2c9167_b0967ace4d414079a30da4c46e6013da.pdf)
- Whaley, L., MacAllister, D. J., Bonsor, H., Mwathunga, E., Banda, S., Katusiime, F., Tadesse, Y., Cleaver, F., & MacDonald, A. (2019). Evidence, ideology, and the policy of community management in Africa. *Environmental Research Letters*, 14(8), 085013. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/ab35be>

World Bank Group. (2017). *Reducing Inequalities in Water Supply, Sanitation, and Hygiene in the Era of the Sustainable Development Goals*. World Bank, Washington, DC. <https://doi.org/10.1596/27831>

World Bank, International Monetary Fund, African Development Bank, Asian Development Bank, European Bank for Reconstruction and Development, European Investment Bank, & Inter-American Development Bank. (2015). *From billions to trillions: Transforming development finance. Post-2015 financing for development: Multilateral development finance*. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/622841485963735448-0270022017/original/DC20150002EFinancingforDevelopment.pdf>